



PROCES VERBAL

BUREAU PAYS TOLOSAN

Le jeudi 3 juillet 2014 à 14 heures 30 - Salle des mariages de la mairie de Saint Sauveur

Le jeudi 3 juillet 2014 à 14 heures 30, s'est tenu le Bureau Conjoint entre le Pays Tolosan et le SM SCOT Nord Toulousain, salle des mariages de la mairie de Saint Sauveur sous les Présidences de Monsieur Didier Cujives et de Monsieur Philippe Petit.

Membres Présents :

C3G	Monsieur Didier CUJIVES – Président du Pays Tolosan
SCOT NT	Monsieur Philippe PETIT-
C3G	Monsieur Hervé DUTKO
CCSG	Monsieur Jean Paul DELMAS
CCSG	Monsieur Jean Claude ESPIE
CCSG	Monsieur Jean BOISSIERES
CCCB	Monsieur Thierry SAVIGNY- pouvoir de Denis SFORZIN
4C	Monsieur Denis DULONG
CCF	Madame Chantal MOURIER
CCF	Monsieur Hugo CAVAGNAC
CCVA	Madame Hanan BELGIOINO
CCVA	Madame Isabelle NARDUCCI
Conseil de Développement	Monsieur Didier BOSQUE

Excusés

CCCB	Monsieur Denis SFORZIN- pouvoir à thierry SAVIGNY
------	---------------------------------------------------

Techniciens

Directrice Pays Tolosan	Madame Hélène GAYRAUD
Juriste ATD	Monsieur Arnaud DA SILVA
Directrice SCOT NT	Madame Laurence BRULE
Assistante administrative SCOT	Madame Magali MIQUEL

Thierry Savigny est nommé Secrétaire de Séance

Ordre du jour :

- Examen du projet des statuts du PETR
- Examen du projet de Règlement Intérieur

- LEADER : appel à candidature
 - Questions diverses
-

Monsieur Didier Cujives accueille les membres des deux bureaux et remercie monsieur Philippe Petit d'abriter cette réunion à Saint Sauveur.

■ Examen du projet des statuts du PETR

Monsieur Philippe Petit introduit cette réunion en remerciant les membres des deux bureaux de s'être mobilisé sur ce délai très court. Monsieur Da Silva, de l'ATD 31, présente les conditions et modalités de création d'un SM PETR.

Rappel des dates et échéances :

-17 juin : délibération du SCOT NT pour proposer l'évolution en PETR – proposition de statuts jointe à la délibération

-30 juin : notification au SCOT NT par les 5 EPCI de la réception de cette délibération.

[- 30 septembre : fin du délai de trois mois dans lequel les EPCI peuvent délibérer sur cette transformation. Sans délibération de leur part dans ces trois mois, leur décision est réputée favorable à la transformation.]

1^{er} juillet : Commission PETR du Scot qui a permis de travailler sur les statuts en tenant compte des observations.

2 juillet : Assemblée Générale du Pays Tolosan, avec l'intervention Martin MALVY, président de la Région Midi Pyrénées, et de Thierry BONNIER, Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute Garonne, pour présenter le PETR, outil de contractualisation.

3 juillet : Bureau conjoint des deux structures pour travailler et valider un projet de statut

Envoi de ces statuts à l'ATD31 et à maître Nathalie Thibaud pour intégrer les ajouts demandés.

7 juillet : envoi du projet de statuts aux cinq EPCI

Jusqu'au 25 juillet : les Présidents Cujives et Petit feront le tour des conseils communautaires pour présenter la démarche, les modalités de transformation et pourront ainsi répondre à toutes leurs questions.

Courant 15 septembre : les EPCI devront prendre 3 délibérations distinctes

- délibération sur la transformation en PETR
- délibération approuvant les statuts
- délibération pour nommer leurs délégués au Comité syndical du PETR

30 septembre : le comité Syndical devra délibérer pour acter sa transformation en PETR et demander l'arrêté de périmètre.

Hervé Dutko pose que, si un EPCI veut modifier les statuts, il faudra refaire ce circuit : les délais à tenir sont très courts.

Jean Boissières rappelle que le PETR doit reprendre strictement à l'identique la compétence déléguée au Scot et les missions de contractualisations du Pays, ainsi que leurs cotisations actuelles.

Didier Cujives remercie Jean Boissières d'avoir reprécisé les trois éléments bloquants, sur lesquels il faut travailler aujourd'hui :

- la représentativité
- les compétences
- le montant de la cotisation

Il faut donc avancer et proposer 1 projet validé par les deux bureaux Philippe Petit demande à sa directrice de présenter les statuts travaillés en commission le 1^{er} juillet.

Didier Cujives commente l'article 1 sur le périmètre, en constatant que les Coteaux Bellevue n'ont pas encore tranché sur leur avenir. Il précise à Thierry Savigny, membre historique du Pays, que selon leur décision, nous les accueillerions avec plaisir. Nous n'avons pas de problème de périmètre : on est dans une configuration de transformation d'un SM en PETR à périmètre constant.

Philippe Petit pose que les locaux vont poser problème rapidement : en effet, le maire de Bessières a demandé au SCoT de libérer les locaux le 1^{er} septembre 2014. Le Pays ne peut héberger les trois techniciennes du SCoT. Une recherche de locaux est en cours, dans un croisant « central », entre Grenade et Castelnau d'Estrétefonds. L'article 5 et l'article 6 définissent précisément la compétence et les missions du futur PETR.

Didier Cujives rappelle que dans la Région MP, la plupart des 32 pays vont être remaniées pour arriver à la maille des 45 000 habitants demandés. Nationalement ou régionalement, les PETR qui allieront Scot et Pays seront l'exception. Le PETR est créé d'abord pour porter la contractualisation, et la plupart n'auront pas la compétence Scot, puisqu'elle n'existe que dans bien peu de territoire. Les PTR « peuvent » porter le Scot, dans un souci de simplification et de mutualisation des SM.

Philippe Petit rappelle également que, pour que le PETR exerce des compétences, il faut d'abord que les EPCI les lui transfèrent.

Les règles de représentativité sont exposées par Arnaud Da Silva. Après débat, il est proposé un Comité syndical de 39 sièges, répartis comme suit :

- 4 sièges par EPCI
- 19 sièges restant au prorata de la population

EPCI	Population	Délégués titulaires	Délégués suppléants
4C	4 843	5	5
C3G	20 490	8	8
CCF	24 135	9	9
CCSG	25 493	10	10
CCVA	13 281	7	7
Total	88 242	39	39

Cette règle de représentativité détermine qu'il pourra y avoir 8 Vice présidents.

Hugo Cavagnac trouve que, en étant sur un isopérimètre avec les mêmes fonctions , le nombre de délégués au PETR lui paraît suffisant.

Didier Cujives rappelle que les VP auront une grosse responsabilité, puisqu'ils seront chargés de la planification et de la contractualisation. Le programme Leader va intervenir rapidement, et il faudra rapidement être opérationnel. Philippe Petit rappelle que, si on n'est pas en capacité de proposer des projets, d'autres territoire le feront . Didier Cujives pose que, au sein du PETR, on n'est pas en compétition : le but est de porter ce projet jusqu'à son financement.

LEADER : appel à candidature

Le projet de territoire est, pour l'instant, la trame proposé par le pays sur les grandes orientations 2014-2020. Elle est issue du bilan effectué sur la période 2008-2013, et reprend les grands thèmes renforcés par les priorités déclinées par les cofinanceurs, l'Europe, l'Etat, la Région .

Ce n'est qu'une trame qui pourra servir de base de réflexion au projet de territoire qui doit être rédigé durant l'année suivant l'installation du PETR.

Le programme Leader a été plus rapide que ces délais. Il faut donc, avant fin novembre 2014, être en capacité de fournir un dossier de candidature. L'appel à projet a été envoyé au DGS de nos EPCI et une première réunion de travail est prévue fin août.

Un courrier de manifestation d'intérêt à la candidature Leader est demandé avant le 31 juillet 2014 par la région Midi Pyrénées. Didier Cujives en transmet une copie aux membres des deux bureaux, en rappelant que ce n'est qu'une lettre d'intention que le fond du courrier est que le Pays Tolosan veut participer à l'appel à candidature Leader.

Les modalités de fonctionnement du Conseil de Développement Territorial doivent être inscrites dans les statuts du PETR. Didier Bosque, président du conseil de Développement, remercie les élus pour l'avoir associé

à cette réunion : depuis le début du Pays, le conseil de développement a été aux côtés des élus pour avoir une information en temps réel des travaux et études menées des deux côtés, ainsi qu'une coopération entre la démarche participative et les élus. Le règlement intérieur actuel est un garde fou, puisque le conseil de développement est une structure informelle, de manière à pouvoir proposer des solutions si des blocages se produisaient. En plus de 10 ans de fonctionnement, cela ne s'est jamais produit. il est toujours bon d'avoir une règle de fonctionnement.

Patrice Lagorce demande des précisions sur les attendus et livrables demandés au conseil de développement .

Jean Boissières demande comment expliquer aux membres de son conseil communautaire que, à périmètre constant, les contributions du SM PETR peuvent augmenter ?

Philippe Petit répond que PETR ou pas, le Scot va évoluer : il y a des modifications et des révisions à engager dans les prochaines années. La cotisation devra effectivement augmenter. Le seul paramètre qui peut ne pas bouger est le régime indemnitaire des élus. Il faudra surement le revoir à la baisse, soit carrément, les supprimer.

A service égal, cotisation égale.

Didier Cujives rappelle que la cotisation Pays est la même depuis 2008. En fait, elle a donc baissé... il faut se rappeler que la région aide les territoires, à partir du moment où, eux aussi, ils fournissent un effort, qui, en 2008, avait été fixé à 1.50 euros par habitant.

En 2014, la Région a augmenté la participation des territoires : pur avoir une subvention de 40% sur les salaires chargés et frais de mission de l'équipe d'ingénierie, les territoires doivent demander une cotisation annuelle de 2.50 euros par habitant. La réunion de nos deux structures permettra de mutualiser les aides pour l'ingénierie.

Aujourd'hui, la cotisation sera la somme des deux, soit 3.60 euros.

Alain Cluzet rappelle que les communes vont continuer à se tourner vers le Scot pour avoir des conseils. Hugo Cavagnac pense que c'est un véritable enjeu : le travail de mutualisation entre les services urbanisme des communes et les cabinets d'urbanistes qui sont leurs AMO .Le Scot ne pourra pas être juge et partie. Philippe Petit rappelle que le SCoT a deux missions d'AMO pour ses membres, un volet technique et un volet pédagogique, pour la mise en compatibilité avec le SCoT. Ces deux volets renvoient vers le cabinet qui fournit l'AMO urbanisme en lien avec le CAUE et l'ATD31. Alain Cluzet pense qu'intervenir en amont permet de ne pas être « juge et censeur » à la commission d'urbanisme.

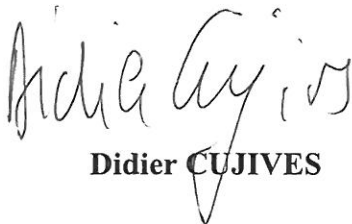
Edmond Vintillas propose de réfléchir à un « mix », une mutualisation entre services urbanismes des communes et EPCI et du SCoT.

Jean Boissières propose d'écrire dans les statuts la volonté de ne pas augmenter la cotisation au delà de 3.60 euros. Après discussion, il est proposé de rédiger une charte, dans laquelle il pourrait être mentionné cette volonté, puisque cela est impossible de le faire dans les statuts et dans le règlement intérieur.

Il est par ailleurs proposé de monter un pré projet de BP 2015 PETR.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 18 h 30 .

Le Président,


Didier CUJIVES

Le Secrétaire,


Thierry SAVIGNY